

Annual
Report



Rapport
annuel

2001-2002

Table of Contents

Table des matières



Mandat et objectifs	2	
	3	Mandate and Objectives
Message de la juge en chef du Canada	4	
	5	Message from the Chief Justice of Canada
Message du Directeur général	6	
	7	Message from the Executive Director
Conseil des gouverneurs	8	
	9	Board of Governors
Organisation	10	
	11	Organization
Formation de la magistrature	12	
	13	Judicial Education
	23	Financial Statements



Mandat et objectifs

Mandat

- Favoriser le travail optimal des juges grâce à des programmes qui stimulent la croissance personnelle et professionnelle,
- assurer un degré élevé de sensibilisation sociale et éthique, et la fierté de l'excellence au sein d'une magistrature indépendante,
- dans le but d'améliorer l'administration de la justice.

Objectifs

- Identifier les besoins actuels de formation de la magistrature canadienne, en termes de développement des compétences, de perfectionnement professionnel et d'épanouissement personnel.
- Tenir à jour et distribuer aux juges des renseignements sur les programmes au Canada liés à la formation de la magistrature.
- Élaborer des programmes qui répondent aux besoins des juges en matière de formation, et aider les cours et organismes de coopération à faire de même.
- Mettre au point et offrir des programmes de formation, en les rendant aussi accessibles que possible.
- Offrir des services techniques et organisationnels aux cours et autres organismes dans la prestation de leurs services.
- Tenir les juges canadiens au courant des nouvelles lois et des questions qui les intéressent, et préparer des programmes en conséquence.
- Collaborer avec les cours et organismes du Canada et d'ailleurs aux projets de formation de la magistrature dans d'autres pays.



Mandate

- To foster a high standard of judicial performance through programs that stimulate continuing professional and personal growth;
- To engender a high level of social awareness, ethical sensitivity and pride of excellence, within an independent judiciary;
- Thereby improving the administration of justice.

Objectives:

- To update continuously the identification of the needs of the Canadian judiciary for education including skills training, professional development and personal growth.
- To maintain an inventory of and disseminate to the judiciary, information about programs throughout Canada that are related to judicial education.
- To develop and to assist courts and cooperating agencies in the development of programs to meet the needs of the judiciary for judicial education.
- To develop and deliver educational programs, in order to make them available to the judiciary as widely as possible.
- To provide technical and organizational services to the courts and other agencies in the delivery of their services.
- To keep the Canadian judiciary informed about new legislation and other developments of particular interest to the judiciary, and to develop programs to achieve these ends.
- To cooperate with and respond to requests for assistance from courts and agencies in Canada and elsewhere with respect to judicial education projects in other countries.



Message de la juge en chef du Canada



L'Institut national de la magistrature termine encore une autre année couronnée de succès dans l'élaboration et la prestation d'un programme varié destiné aux juges canadiens. Le nombre de cours, la croissance constante de colloques axés sur les compétences, de cours et de ressources informatisés ainsi que les efforts déployés pour intégrer le contexte social dans tous les programmes témoignent du rôle de chef de file que l'Institut est appelé à jouer dans son domaine.

L'année qui vient promet de poursuivre sur la même lancée. Nous venons de commencer un important projet visant à coordonner et à faciliter la participation des juges canadiens aux activités internationales de réforme du système judiciaire. Nous publierons sous peu le premier de plusieurs cahiers d'audience électroniques. En collaboration avec d'autres organisations, nous améliorons la formation donnée aux juges, nouveaux ou chevronnés. Nous avons ajouté des programmes qui traitent de questions scientifiques complexes ainsi que des programmes davantage axés sur les compétences pour des sujets tels que la gestion du procès, la communication efficace et le rôle que la magistrature peut jouer pour éviter les condamnations injustifiées.

Nos programmes de formation sont mis au point par notre personnel, par des juges, par des juristes et par des membres de la collectivité qui consacrent des heures bénévoles au développement des cours, comme membres de comités ou du corps professoral. Sans cette aide précieuse, nos cours n'auraient ni le contenu ni l'équilibre qu'ils offrent maintenant.

Au nom de mes collègues au conseil d'administration, je veux exprimer notre sincère reconnaissance à tous ceux qui oeuvrent pour faire en sorte que l'Institut soit une ressource inestimable pour la magistrature canadienne.

La très honorable juge Beverley McLachlin, C.P.

Juge en chef du Canada

Présidente, Conseil des gouverneurs de l'Institut national de la magistrature



Message from the Chief Justice of Canada



The NJI has completed another successful year in the design and delivery of a comprehensive judicial curriculum to Canadian judges. The number of courses, the steady growth in skills-based seminars and computer-based programming and resources and the dedicated effort to integrate social context education into all of its courses, all demonstrate that the NJI is building an education program that make it a leader in its field.

The coming year promises to build on these accomplishments. We have just begun an important initiative to coordinate and facilitate the involvement of Canadian judges in international justice reform activities. We will be releasing the first of several electronic bench books. In partnership with other organizations, we are improving the education delivered to new judges and long-serving judges, adding programming that deals with complex issues of science and providing more intensive skills-based education on such topics as managing the trial process, communications skills and the judicial role in safeguarding wrongful convictions.

The courses were developed by staff, and by judges, other experts and community persons who give so much of their volunteer time to help in course development both as committee and faculty members. Without this, our programs would have neither the content nor the balance they now have.

On behalf of my fellow board members, I wish to express our sincere appreciation for the continuing effort by all who work to ensure the NJI is a valuable resource for the Canadian judiciary.

The Rt. Hon. Beverley McLachlin, P.C.

Chief Justice of Canada

Chair, Board of Governors of the National Judicial Institute



Message du Directeur général



L'Institut a beaucoup accompli au cours des douze derniers mois, grâce aux efforts d'un grand nombre de personnes. Le nombre de cours continue de s'accroître (72 d'ici la fin de l'année). De même, la participation des juges aux programmes de formation ne cesse d'augmenter. Les juges ont réagi avec enthousiasme à la diversité des cours offerts, depuis les colloques intensifs axés sur les compétences jusqu'au cours enseignés par ordinateur.

Nous avons consacré beaucoup d'efforts cette année à la planification du programme de formation. De nouveaux modules et de nouveaux cours se sont ajoutés de façon permanente. En outre, la parution d'un *Répertoire de formation de la magistrature* complet a constitué une première étape dans notre démarche pour aider les juges à planifier leur formation à long terme.

Quelques exemples de nos nouveaux cours :

- Le deuxième cours sur les questions relevant de la *Charte* a connu encore plus de succès que le premier. Il fait désormais partie de notre programme permanent. Nous préparons maintenant des cours intensifs du même genre sur la preuve, l'art de bien communiquer, la gestion du procès, les garanties judiciaires pour prévenir les condamnations injustifiées et la rédaction des jugements d'appel.
- On continue d'élaborer des cours dans le cadre de la deuxième phase du projet de formation sur le contexte social; ces cours ont été très populaires là où ils ont été offerts.
- La programmation axée sur la pratique judiciaire a produit un bon nombre de modules qui ont été intégrés au programme permanent. Ces cours portent notamment sur les conclusions de fait et la crédibilité, le bijuridisme, les tests génétiques, la pauvreté et le traitement des personnes défavorisées. On trouve une liste complète sur notre site web

(www.nji.ca) ou dans notre *Répertoire de formation de la magistrature*.

- L'Institut continue d'offrir de plus en plus de cours en français. Ainsi, nous avons donné à trois reprises au Québec un cours sur les règlements de différends, en français, et nous préparons maintenant un cours avancé.

La conception et la planification du programme est un processus qui se déroule longtemps avant la prestation des cours comme tels. La planification des cours pour 2003-2004 est déjà bien en voie. Quelques exemples pour donner un avant-goût :

- Atelier de l'INM : Une session d'une journée donnée aux différentes cours, portant sur la rédaction de jugements, la sécurité informatique et le stress que vivent les juges. L'atelier s'accompagne d'un cartable à feuille mobiles qui donne des conseils aux juges de différentes spécialités sur la façon d'organiser la rédaction des jugements.
- Violence dans les relations intimes : on prépare un programme sur ce thème; le premier cours sera offert en 2003.
- Le premier cahier d'audience électronique sera prêt en 2003. Il offrira une ressource importante aux juges devant qui comparaissent des jeunes.

J'aimerais exprimer ma reconnaissance à tous ceux et celles qui contribuent à la réalisation de nos programmes et projets – aux juges qui siègent aux comités ou qui font partie du corps professoral, qui siègent au conseil d'administration, qui assistent à nos cours et qui font part de leur expérience et de leurs compétences, et aux employés, qui se dévouent pour offrir à la magistrature les meilleurs programmes de formation possibles.

George Thomson
Directeur général



Message from the Executive Director



The Institute has accomplished a great deal over the past 12 months through the efforts of many people. Course offerings continued to climb (72 by the end of the year). Judges' participation in education programming continued to increase. They responded enthusiastically to the diversity of programs offered, from intensive skills-based seminars to computer-taught courses.

Much of the year's focus was placed on curriculum planning. New modules and courses were added to the permanent curriculum. As well, the appearance of a comprehensive "Calendar of Judicial Education" was an important first step in the effort to help judges plan their education on a long-term basis.

Examples of new programming include:

- A second *Hearing and Deciding Charter Issues* course was even more successful than the first. It has now become part of the Institute's permanent curriculum. We are now developing similar intensive courses in evidence, communications skills, managing the trial process, judicial safeguards against wrongful convictions and appellate court judgment writing.
- The courses being developed through the second phase of the Social Context Education Project continue to grow and have been received warmly by the Courts in which they have been offered.
- Court-based programming has produced a significant number of modules that have been incorporated into the permanent curriculum. These include fact-finding and credibility, bijuralism, medical genetics and testing, and poverty and the treatment of the poor. A full list can be found either on our web site (www.nji.ca) or in our "Calendar of Judicial Education."

- The Institute continues to work on offering more courses in French. For example, the French language settlement skills course in Quebec has now been offered three times and an advanced program is under development.

Curriculum planning and design is an ongoing process that begins far in advance of particular courses. The Institute's planning for 2002-2003 is already well underway. Some of the highlights to look for are:

- The NJI Workshop: This one-day session is offered to individual Courts and focuses on the judgment writing process, computer security and dealing with judicial stress. An interesting product of this course is a binder of materials with advice for a broad range of judges on how to organize the judgment writing process.
- Violence in Intimate Relationships: An overall curriculum on this topic is being planned and the first course will be offered in 2003.
- The first Electronic Bench Book will be available sometime in 2003. It will be a key resource for judges who deal regularly with youth justice issues.

My sincere thanks to all who help to make these important programs and projects a reality – to the judges who act as both committee and faculty members, who sit on our Board, who attend our programs and offer to share their experiences and skill and to the staff who are committed to bringing the best possible educational programming to the judiciary.

George Thomson
Executive Director



Conseil des gouverneurs

Présidente

La très honorable juge Beverley McLachlin, C.P.
Juge en chef du Canada

Vice-président

L'honorable juge Frank Iacobucci
Cour suprême du Canada

Membres du conseil des gouverneurs

L'honorable juge en chef Constance R. Glube
Cour d'appel de la Nouvelle-Écosse

L'honorable juge Robert J. Sharpe
Cour d'appel de l'Ontario

L'honorable juge François Rolland
Cour supérieure du Québec

L'honorable juge Brian W. Lennox
Cour de justice de l'Ontario

L'honorable juge Albert Lavoie
Cour provinciale de la Saskatchewan

Professeure Sheilah Martin
Université de Calgary

La doyenne Alison Harvison Young
Université Queen

Membre honoraire du conseil d'administration

L'honorable juge William A. Stevenson

Secrétaire du conseil

Monsieur James O'Reilly (jusqu'en juillet 2002)
Adjoint exécutif juridique
Cour suprême du Canada

Daniel Jutras (depuis août 2002)
Adjoint exécutif juridique
Cour suprême du Canada

Directeur exécutif

Monsieur George Thomson

Directeurs associés

L'honorable juge Donna Hackett
Cour de justice de l'Ontario

L'honorable Hon. Ruth Krindle

L'honorable juge Jean Lytwyn
Cour provinciale de la Colombie-Britannique

L'honorable juge C. Lynn Smith
Cour supérieure de la Colombie-Britannique

L'honorable juge David Watt
Cour supérieure de justice (Ontario)

L'honorable juge R. James Williams
Cour suprême de la Nouvelle-Écosse



Chair

The Rt. Hon. Beverley McLachlin, P.C.
Chief Justice of Canada

Vice-Chair

The Hon. Justice Frank Iacobucci
Supreme Court of Canada

Members of the Board of Governors

The Hon. Chief Justice Constance R. Glube
Nova Scotia Court of Appeal

The Hon. Justice Robert J. Sharpe
Court of Appeal for Ontario

The Hon. Justice François Rolland
Superior Court of Québec

The Hon. Chief Justice Brian W. Lennox
Ontario Court of Justice

The Hon. Judge D. Albert Lavoie
Provincial Court of Saskatchewan

Dr. Sheilah Martin
University of Calgary

Dean Alison Harvison Young
Queen's University

Honorary Member of the Board of Governors

The Hon. William A. Stevenson

Secretary to the Board

James O'Reilly (until July 2002)
Executive Legal Officer
Supreme Court of Canada

Daniel Jutras (since August 2002)
Executive Legal Officer
Supreme Court of Canada

Executive Director

George Thomson

Associate Directors

The Hon. Justice Donna Hackett
Ontario Court of Justice

The Hon. Ruth Krindle

The Hon. Judge Jean Lytwyn
Provincial Court of British Columbia

The Hon. Justice C. Lynn Smith
Supreme Court of British Columbia

The Hon. Justice David Watt
Superior Court of Justice (Ontario)

The Hon. Justice R. James Williams
Supreme Court of Nova Scotia



Organisation

Raison d'être de l'Institut national de la magistrature

L'Institut national de la magistrature (INM) a été créé à la suite d'un rapport de 1986 par l'honorable W.A. Stevenson, qui recommandait la mise sur pied d'un centre canadien pour la formation des juges.

Depuis ses débuts, l'INM s'est transformé en une organisation indépendante et sans but lucratif, dirigée par des juges, à la fine pointe de la formation de la magistrature. Ses programmes sont conçus pour donner aux participants une formation équilibrée en termes de sujets et de perspectives. Le nombre de cours donnés à chaque année a connu un essor prodigieux, passant de 35 cours en 1999 à 72 cours en 2002.

Coopération nationale et internationale

Ces dernières années, l'Institut a consacré beaucoup d'efforts à l'établissement de liens plus étroits avec différentes cours et avec d'autres organismes de formation pour les juges. Un nombre croissant de cours, surtout provinciales et territoriales, choisissent de coordonner leur formation permanente avec celle offerte par l'INM, tandis que le nombre de programmes de partenariat avec des groupes nationaux et internationaux a beaucoup augmenté.

En 2002, des délégations internationales se sont rendues au Canada pour en apprendre davantage sur la formation des juges au Canada et sur le rôle que joue l'INM dans la conception et la prestation de cette formation. L'accueil fréquent de formateurs étrangers a donné lieu à la création d'une nouvelle section internationale à l'INM. Au début de 2003, le Groupe de coopération internationale (GCI), a commencé ses activités de gestion et de coordination des activités de développement international pour l'INM.

Un réseau d'apprentissage pour les juges

Au cours des années, le programme s'est modifié pour devenir plus réglé, avec un ensemble de programmes

nationaux offerts à tous les juges, fédéraux et provinciaux, à chaque année. Des normes de formation ont été mises en place en 1992; en 2000, un Réseau d'apprentissage pour les juges a été créé pour permettre aux principales organisations en jeu d'établir une base pour le programme de formation des juges.

Les premières années du Réseau ont entraîné une forte croissance de l'Institut. Outre l'augmentation du nombre de cours offerts, il y a eu une diversification importante des modes d'enseignement. À la formule classique des cours magistraux sont venus s'ajouter les cours informatisés ainsi que les cours intensifs, interactifs et à participation active, de nouvelles formules qui sont devenues fort populaires.

Le programme de l'INM est résumé dans le *Répertoire de formation de la magistrature*, d'abord publié à la fin de 2002. Ce premier *Répertoire* rendait officiel le nouveau programme et mettait en lumière la gamme de programmes offerts par l'Institut et ses partenaires, de façon à faciliter aux juges, à toute étape de leur carrière de magistrat, la tâche de planifier à long terme leur formation permanente.

Parce que l'INM est dirigé par des juges, il tend à être proactif dans l'élaboration de nouveaux cours. La participation des juges permet à l'Institut de rester en contact avec les questions qui les intéressent directement. L'évolution culturelle et juridique de la société, qu'il s'agisse de questions sociales, de l'incidence de la science sur le droit, ou d'un intérêt accru pour la négociation et la résolution des différends, a eu d'importantes répercussions sur l'extension du programme de l'INM.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter notre site web (www.nji.ca).



Why a National Judicial Institute?

The National Judicial Institute (NJI) came into being as the result of a 1986 report made by the Honourable W.A. Stevenson, which recommended the establishment of a Canadian centre for judicial education.

Since opening its doors, the NJI has transformed itself into an independent, non-profit judge-led organization, a leader in the field of judicial education. Its programs are designed to give participants a balanced education in terms of subject and perspective. The number of courses offered per year has grown dramatically, leaping from 35 courses in 1999 to 72 in 2002.

National and International Cooperation

In recent years, the Institute has worked actively to build closer relationships with individual courts and other judicial education organizations. The number of courts choosing to coordinate their continuing education with the NJI continues to climb, especially with the provincial and territorial courts, while partnership programs with both national and international groups have jumped substantially.

In 2002, several international delegations came to learn more about judicial education in Canada and the role the NJI plays in the design and delivery of that education. This continuous stream of visiting international groups of judicial educators prompted plans for the development of a new international arm of the NJI. Beginning in early 2003, the International Cooperation Group (ICG), will commence its activities to manage and coordinate international development activities for the NJI.

A Judicial Learning Network

Throughout the years the Institute's curriculum has changed and become more formalized with a core set of national programs being offered to all judges, federal or provincial. Standards of Education were set in place in 1992, and in 2000 a Judicial Learning Network (JLN) was established to allow the key organizations involved to build a foundation for a judicial education curriculum.

The first years of the JLN brought tremendous growth to the Institute. Along with the surge in the number of courses offered came significant additions to the type of education delivered. Computer-based education and intensive, interactive, highly participative courses took their place amongst the more traditional course offerings and have become highly popular with participants.

NJI's curriculum is summarized in the *Calendar of Judicial Education*, first published in late 2002. This calendar formalized the new curriculum and highlighted the range of educational programs offered by the Institute and its partners, making it easy for judges in all stages of their careers to plan their education over the long term.

Remaining a judge-led organization has allowed the NJI to be proactive in its new course development. This judicial input means the Institute stays on top of the issues the judiciary deals with daily. Legal and cultural developments which come into the courtroom, be they social context issues, the effect of science on the law, or an increased need for negotiation skills, have all had an impact on the expanding NJI curriculum.

For more information, please see our web site (www.nji.ca).



La formation de la magistrature : des efforts continuels pour atteindre nos objectifs

La présente partie ne donne que les grandes lignes du travail accompli par l'Institut. Pour avoir une idée plus complète du travail de l'Institut, on peut consulter deux sources qui donnent le détail de notre programme officiel et des différents cours que nous offrons. Vous pouvez vous procurer un exemplaire du Répertoire de formation de la magistrature qui présente le programme de l'Institut en téléphonant au (613) 237-1118 ou en communiquant par courriel à nji@judicom.gc.ca. Le site web de l'Institut, qui donne une description des cours offerts, fournit des renseignements détaillés. On le trouve à www.nji.ca.

Identifier les besoins de la magistrature canadienne en matière de formation, y compris le développement des compétences, le perfectionnement professionnel et l'épanouissement personnel.

- Ce sont des juges qui sont à l'origine de la conception et de la planification des cours. L'Institut consulte les directeurs associés à intervalles réguliers et prend des idées des différents comités de planification. Les questionnaires et formulaires d'évaluation fournissent des suggestions de nouveaux cours en précisant ce que les juges veulent apprendre. Les présidents des comités de formation, aux niveaux fédéral et provincial, font état des besoins de leur propres tribunaux en matière de formation. On met sur pied des comités pour examiner divers domaines de formation et revoir les programmes existants, ce qui a donné lieu à une refonte complète de la formation pour les nouveaux juges et pour les juges de cour d'appel.
- On a reconnu la nécessité de donner une formation sur la négociation, ce qui a donné naissance à un programme de règlement des différends par les juges. Avec l'aide du directeur associé le juge R. James Williams et du comité de résolution des différends, un nouvel ensemble de cours

Les Colloques de l'INM

	Corps enseignant de la magistrature	Corps enseignant	Nombre de jours de formation magistrature	Nombre de colloques
2000-2001	345	279	138,5	50
2001-2002	348	420	172	72

Colloques 2001-2002

Managing Successful Settlement Conferences, Level II

5-7 décembre 2001 – Toronto, Ont.

Colloque de formation sur la réalité sociale : l'élaboration des programmes et le perfectionnement des professeurs

5 décembre 2001 – Québec, Qc

Superior Court of Justice (Ontario) Education Seminar for Family Law

6-7 décembre 2001 – Toronto, Ont.

Conférences des règlement amiable

14-17 janvier 2002 – Montréal, Qc

Court of Queen's Bench for Saskatchewan Education Seminar

16-18 janvier 2002 – Moose Jaw, Sask.

La génétique, l'éthique et le droit : un séminaire conjoint

3-5 janvier 2002 – Victoria, C.-B.

Reasons for Judgment: What the Law Requires

11 février - 11 mars 2002 – Programme en ligne

Family Law Pre-Conference – Case Management for Unified Family Courts

12 février 2002 – Toronto, Ont.

Colloque sur le droit de la famille

13-15 février 2002 – Toronto, Ont.

Court of Queen's Bench of Manitoba Education Seminar

22 février 2002 – Winnipeg, Man.

Colloque de formation de la Cour fédérale du Canada : terrorisme

22 février 2002 – Ottawa, Ont.

Supreme Court of Newfoundland Education Seminar: Oral Judgments

28 février- 1 mars 2002 – St. John's, T.-N.

Supreme Court of British Columbia Education Seminar

7-8 mars 2002 – Vancouver, C.-B.

Mentoring Program for Provincial Court Judges

8-9 mars 2002 – Ottawa, Ont.

Judicial Education

Working Continuously to Meet Our Objectives



Seminars 2001-2002

Managing Successful Settlement Conferences, Level II

December 5-7, 2001 – Toronto, ON

Social Context Education: Faculty & Program Development Conference: Part II

December 5, 2001 – Québec, QC

Superior Court of Justice (Ontario) Education Seminar for Family Law

December 6-7, 2001 – Toronto, ON

Conférences des règlement amiable

January 14-17, 2002 – Montréal, QC

Court of Queen's Bench for Saskatchewan Education Seminar

January 16-18, 2002 – Moose Jaw, SK

Genetics, Ethics and the Law: A Joint Working Conversation

February 3-5, 2002 – Victoria, BC

Reasons for Judgment: What the Law Requires

February 11 - March 11, 2002 – On-line Program

Family Law Pre-Conference – Case Management for Unified Family Courts

February 12, 2002 – Toronto, ON

Family Law Seminar

February 13-15, 2002 – Toronto, ON

Court of Queen's Bench of Manitoba Education Seminar

February 22, 2002 – Winnipeg, MB

Federal Court of Education Seminar: Bill C-36 Terrorism

February 22, 2002 – Ottawa, ON

Supreme Court of Newfoundland Education Seminar: Oral Judgments

February 28 - March 1, 2002 – St. John's, NL

Supreme Court of British Columbia Education Seminar

March 7-8, 2002 – Vancouver, BC

Mentoring Program for Provincial Court Judges

March 8-9, 2002 – Ottawa, ON

The following section touches only on the highlights of the work of the NJI. To gain a full understanding of the work of the NJI, there are two primary sources available, which provide greater detail on the formalized curriculum and the individual courses the NJI offers. A hard copy of the Calendar of Judicial Education, which lists the curriculum, is available from the NJI by phone at (613) 237-1118 or via email at nji@judicom.gc.ca. The Institute's web site, which lists course descriptions and details, is another source of valuable information. It is located at www.nji.ca.

Identify the needs of the Canadian judiciary for education including skills training, professional development and personal growth

- Course planning and design is always a judge-led initiative. The Institute regularly consults with its Associate Directors and asks for input from its different planning committees. Ideas for new courses are identified through questionnaires and evaluations on what the judiciary itself wants to learn. Special programs are set up in order to meet with the Federal and Provincial Education Chairs, who represent their Court's education needs. Committees are established to look at and review programs or areas of education, which have resulted in fully revamped programs such as education for new judges or appellate court education.
- The recognition of the need for greater negotiation skills training resulted in the development of a Judicial Dispute Resolution curriculum. With the help of Associate Director, Justice R. James Williams and the Dispute Resolution Committee, a full slate of new JDR courses were developed. These courses run the full gambit of JDR issues from basic negotiation skills to specialized courses offered in French and programs covering issues in child protection and family law. The first of these new programs, *Settlement Conferences in Family Law*, was offered in July 2002.

NJI Seminars

	Judicial Faculty	Non-judicial Faculty	No. of Days of Judicial Education	No. of Seminars
2000-2001	345	279	138.5	50
2001-2002	348	420	172	72



sur la résolution des différends a été mis au point. Ces cours couvrent toute la gamme des possibilités offertes par la résolution des différends, depuis les cours de base en négociation jusqu'au cours spécialisés offerts en français et les cours sur la protection des enfants et le droit de la famille. Le premier de ces nouveaux cours, *Conférences de règlement en droit de la famille*, a été offert en juillet 2002.

Tenir à jour un répertoire des cours de formation à l'intention de la magistrature canadienne et partager ces renseignements avec la magistrature

- Le Réseau d'apprentissage des juges au cours de sa deuxième année accompli beaucoup de progrès, notamment pour ce qui est de la programmation, essentielle à la planification de la formation. La planification du programme a donné lieu à la création de cours variés en science et en droit, de cours plus structurés sur divers thèmes du droit de la famille, et tout un ensemble de cours sur « l'art de juger », tels que des cours sur les jugements oraux, les vulnérabilités du système de justice criminelle, la gestion des procès, la communication efficace et la prise de décision.
- On a publié un nouveau *Calendrier de formation de la magistrature*. Cette première édition catégorisait et décrivait les cours offerts par l'Institut et par ses partenaires du Réseau d'apprentissage des juges. Il s'agissait de la première tentative de l'Institut de faire valoir le programme officiel élaboré au cours des dernières années.
- Nous publions également une liste des cours offerts aux juges par l'Institut et par d'autres organismes semblables; cette liste est distribuée deux fois par année à tous les juges du Canada. En outre, l'Institut envoie des mises à jour par courriel et fait des envois postaux ciblés pour tenir les juges au courant des cours offerts.
- Le site web de l'Institut ([ww.nji.ca](http://www.nji.ca)) continue de prendre de l'ampleur comme moyen de communication avec les juges. Le site est d'abord apparu sur l'internet en avril 2001. Il constitue maintenant la meilleure source de renseignements actuels et détaillés sur les cours donnés à la magistrature. La section « Nouvelles » tient les juges au courant des nouveaux cours ou des nouvelles ressources qui pourraient leur être utiles et fait état des cours donnés avec succès. Les juges ont facilement accès à une liste complète de tous les cours, offerts par l'Institut et par d'autres, ce qui leur facilite la tâche de planifier leur propre formation.

Genetically Modified Foods: Resolving Biotechnology Issues in the Courtroom

11 mars - 31 mai, 2002 – Programme en ligne

Retirement Planning Seminar for Ontario Judges

13-15 mars 2002 – Toronto, Ont.

Colloque sur le droit pénal

20-22 mars 2002 – Vancouver, C.-B.

The Defences

1 avril - 6 mai 2002 – Programme en ligne

Colloque des cours d'appel

7-10 avril 2002 – Vancouver, C.-B.

Conférences de règlement amiable

23-25 avril 2002 – Québec, Qc

Superior Court of Justice (Ontario) Spring Education Seminar

24-26 avril 2002 – Ottawa, Ont.

Supreme Court of Nova Scotia Education Seminar

2-3 mai 2002 – Halifax, N.-É.

The Child Support Guidelines and Undue Hardship

6 mai - 10 juin 2002 – Programme en ligne

Update on the Law of Evidence for the Trial Judge

8-22 mai 2002 – Programme en ligne

Managing Successful Settlement Conferences, Level I

8-10 mai 2002 – Vancouver, C.-B.

Colloque de formation de la Cour fédérale du Canada : la loi d'immigration

10 mai 2002 – Ottawa, Ont.

Sufficiency of Reasons and Oral Judgments

15 mai 2002 – Ottawa/Webstream

Colloque sur les instances en matière civile

22-24 mai 2002 – Montréal, Qc

Canadian Torts Professors Conference

24-25 mai 2002 – Montréal, Qc

Supreme Court of British Columbia Education Seminar: Crown Liability

23-24 mai 2002 – Kelowna, C.-B.

Cour supérieure du Québec : réunion semi-annuelle

29-30 mai 2002 – Mont Tremblant, Qc

Colloque de formation sur la réalité sociale : l'élaboration des programmes et le perfectionnement des professeurs

4-6 juin 2002 – Niagara-on-the-Lake, Ont.

Court of Appeal for Ontario – Domestic Application of International Law

7 juin 2002 – Niagara-on-the-Lake, Ont.

Retirement Planning Seminar for Western Region Judges

12-14 juin 2002 – Edmonton, Alb.



Genetically Modified Foods: Resolving Biotechnology Issues in the Courtroom

March 11 – May 31, 2002 – On-line Program

Retirement Planning Seminar for Ontario Judges

March 13-15, 2002 – Toronto, ON

Criminal Law Seminar

March 20-22, 2002 – Vancouver, BC

The Defences

April 1 – May 6, 2002 – On-line Program

Appellate Courts Seminar

April 7-10, 2002 – Vancouver, BC

Conférences de règlement amiable

April 23-25, 2002 – Québec, QC

Superior Court of Justice (Ontario) Spring Education Seminar

April 24-26, 2002 – Ottawa, ON

Supreme Court of Nova Scotia Education Seminar

May 2-3, 2002 – Halifax, NS

The Child Support Guidelines and Undue Hardship

May 6 – June 10, 2002 – On-line Program

Update on the Law of Evidence for the Trial Judge

May 8-22, 2002 – Web Cast / On-line Program

Managing Successful Settlement Conferences, Level I

May 8-10, 2002 – Vancouver

Federal Court of Canada Education Seminar: Immigration Law

May 10, 2002 – Ottawa, ON

Sufficiency of Reasons and Oral Judgments

May 15, 2002 – Ottawa / Webstream

Civil Law Seminar: Torts Seminar

May 22-24, 2002 – Montréal, QC

Canadian Torts Professors Conference

May 24-25, 2002 – Montréal, QC

Supreme Court of British Columbia Education Seminar: Crown Liability

May 23-24, 2002 – Kelowna, BC

Cour supérieure du Québec : reunion semi-annuelle

May 29-30, 2002 – Mont Tremblant, QC

Social Context Education: Faculty & Program Development Conference

June 4-6, 2002 – Niagara-on-the-Lake, ON

Court of Appeal for Ontario – Domestic Application of International Law

June 7, 2002 – Niagara-on-the-Lake, ON

Retirement Planning Seminar for Western Region Judges

June 12-14, 2002 – Edmonton, AB

Maintain an inventory of information about Canadian judicial education and share that information with the judiciary.

- The second year's work of the Judicial Learning Network (JLN) found the Institute making significant progress on different elements of the JLN. A key part of this was curriculum planning. Curriculum planning provides the foundation for a planned approach to education. A significant result of that curriculum planning was a broad range of courses on science and the law, a formalized set of courses on relevant family law topics, and an entire slate of programs on the "craft of judging" such as *Oral Judgments*, *Frailties in the Criminal Justice System*, *Managing the Trial Process*, *Communications Skills*, and *Decision Making*.
- A new *Calendar of Judicial Education* was published. This first edition categorized and described courses offered by the Institute and its Judicial Learning Network partners. It was the Institute's first attempt to showcase the formalized curriculum that has been under development over the past several years.
- The *Schedule of Judicial Education*, our listing of judicial education courses offered by both the NJI and other similar organizations, continues to be distributed twice a year to all judges across Canada. In addition, the NJI sends out email updates for courses and specially targeted mail-outs throughout the year to keep judges up-to-date on course offerings.
- The NJI's web site (www.nji.ca) continues to grow as an important tool in our communication with judges. The web site first appeared in April 2001 and has become the judiciary's best resource in locating current and detailed information about judicial education offerings. The "News" section keeps judges abreast of new courses or resources that will be of use to them as well as reporting on past successful courses. A complete listing of all NJI and non-NJI courses is easily accessible to all to help judges in their education planning.



Venir en aide aux cours et aux organismes de coopération pour mettre au point des programmes de formation des juges

- Les efforts de réseautage de ces dernières années ont porté fruit en 2002. Presque toutes les cours ont eu recours à l'Institut, à différents degrés, pour la planification de leur formation.
- L'Institut continue d'avoir comme priorité l'établissement d'une solide relation avec chacune des cours. Les programmes axés sur les cours individuelles constituent maintenant près de 40% des programmes offerts par l'Institut. Plusieurs des programmes axés sur une cour ont produit d'excellents modules qui finissent par être intégrés au programme permanent et par figurer dans le *Calendrier de formation de la magistrature* tels les modules suivants : l'assurance et les dommages corporels (Île-du-Prince-Édouard), les banques de données d'ADN (Terre-Neuve), la gestion des instances en droit de la famille (Manitoba) et la preuve d'expert (Ontario et Nouvelle-Écosse).
- La collaboration de l'Institut avec les cours provinciales et territoriales continue de croître. Le meilleur exemple de cette collaboration est sans doute la formation sur la protection de l'enfance et le droit, un colloque mis au point conjointement avec la Cour de justice de l'Ontario et qui a été donné à plus de 100 juges en septembre 2002.
- Nous avons créé deux modules de mentorat, l'un sur la mise sur pied d'un programme de mentorat et l'autre, sur la façon d'être un bon mentor. Plusieurs cours, surtout des cours provinciales, les utilisent soit pour élaborer soit pour améliorer leurs propres programmes de mentorat.

Rendre les programmes de formation des juges aussi accessibles que possible

- L'Institut s'est efforcé de rendre ses programmes de formation plus accessibles aux juges de nomination provinciale en affectant des fonds pour défrayer leurs frais de déplacement. Cette mesure a permis une participation record (547) des juges provinciaux aux conférences de l'Institut.
- La formation par ordinateur se poursuit; nous avons offert un total de 10 cours, auxquels 277 participants se sont inscrits. Pour l'Institut, la formation par ordinateur offre un moyen économique de rendre la formation accessible aux juges. En effet, des juges de partout au pays, de nomination fédérale ou provinciale, peuvent se prévaloir de ce type de formation sans avoir à se déplacer et tout en maintenant leurs activités judiciaires.

Courts Second International Working Conversation on Enviro-Genetics Disputes and Issues
14-17 juin 2002 – Ottawa, Ont.

Supreme Court of Newfoundland Education Seminar
21 juin 2002 – St. John's, T.-N.

Education Seminar for the Judges of the Court of Appeal for New Brunswick and Court of Queen's Bench for New Brunswick
26-27 juin 2002 – St. Andrews, N.-B.

New Brunswick Education Seminar: Resolution Conferences in Criminal Law: A Discussion
28 juin 2002 – St. Andrew's, N.-B.

Settlement Conferences in Family Law
12-13 juillet 2002 – Kelowna, C.-B.

L'audition et l'adjudication des questions de Charte
28 juillet - 2 août 2002 – Mont Tremblant, Qc

Court of Queen's Bench for Saskatchewan Education Seminar
28-30 août 2002 – Waskesiu, Sask.

Colloque de formation de la Cour fédérale du Canada
4-6 septembre 2002 – Montebello, Qc

Colloque sur la planification de la retraite à l'intention des juges du Québec
11-13 septembre 2002 – Montréal, Qc

Youth Criminal Justice Act Seminar
11-15 septembre 2002 – Toronto, Ont.

Dispositions relatives aux délinquants dangereux et aux délinquants visés par une surveillance de longue durée
23 septembre - 21 octobre, 2002 – Programme en ligne

Pre-Conference: Settlement Conferences in Child Protection Proceedings
24 septembre 2002 – Ottawa, Ont.

Child Protection and the Law Seminar
25-27 septembre 2002 – Ottawa, Ont.

Colloque de formation sur la réalité sociale : l'élaboration des programmes et le perfectionnement des professeurs
24-26 septembre 2002 – Charlottetown, Î.-P.-É.

CAPCJ Education Seminar: Oral Judgments
29-30 septembre 2002 – Charlottetown, Î.-P.-É.
Cour supérieure du Québec : réunion annuelle
2- 4 octobre 2002 – Charlevoix, Qc

4^{ème} conférence internationale : Internet pour le droit
2-4 octobre 2002 – Montreal, Qc

Courts Second International Working Conversation on Enviro-Genetics Disputes and Issues

June 14-17, 2002 – Ottawa, ON

Supreme Court of Newfoundland Education Seminar

June 21, 2002 – St. John's, NL

Education Seminar for the Judges of the Court of Appeal for New Brunswick and Court of Queen's Bench for New Brunswick

June 26-27, 2002 – St. Andrews, NB

New Brunswick Education Seminar: Resolution Conferences in Criminal Law: A Discussion

June 28, 2002 – St. Andrew's, NB

Settlement Conferences in Family Law

July 12-13, 2002 – Kelowna, BC

Hearing and Deciding Charter Issues

July 28-August 2, 2002 – Mont Tremblant, QC

Court of Queen's Bench for Saskatchewan Education Seminar

August 28-30, 2002 – Waskesiu, SK

Federal Court of Canada Education Seminar

September 4-6, 2002 – Montebello, QC

Colloque sur la planification de la retraite à l'intention des juges du Québec

September 11-13, 2002 – Montréal, QC

Youth Criminal Justice Act Seminar

September 11-15, 2002 – Toronto, ON

The Dangerous and Long-Term Offender Provisions

September 23 - October 21, 2002 – On-line Program

Pre-Conference: Settlement Conferences in Child Protection Proceedings

September 24, 2002 – Ottawa, ON

Child Protection and the Law Seminar

September 25-27, 2002 – Ottawa, ON

Social Context Education: Faculty & Program Development Conference

September 24-26, 2002 – Charlottetown, PE

CAPCJ Education Seminar: Oral Judgments

September 29-30, 2002 – Charlottetown, PE

Cour supérieure du Québec : réunion annuelle

October 2-4, 2002 – Charlevoix, QC

4th International Conference on the Law via the Internet

October 2-4, 2002 – Montreal, QC

Court of Queen's Bench of Manitoba Education Seminar: Child Development Custody & Access

October 3-4, 2002 – Winnipeg, MB

Supreme Court of Newfoundland and Labrador Education Seminar: Expert Evidence

October 3-5, 2002 – Corner Brook, NL

Assist court and cooperating agencies in the development of judicial education programs

- Relationship building and networking efforts from past years bore fruit in 2002. Virtually all courts in Canada involved NJI in their education planning to some degree.
- Developing a stronger relationship with each court continues to be a priority for the Institute. Court-based programs now account for almost 40 % of the entire programming offered by NJI. A number of court-based programs produced good modules that made their way into the permanent curriculum and *Calendar of Judicial Education* such as *Insurance and Personal Injury* in PEI, the *DNA Data Bank* in Newfoundland, *Family Law Case Management* in Manitoba, and *Expert Evidence* in Ontario and Nova Scotia.
- More specifically, the NJI's involvement with Provincial and Territorial Courts continues to grow. The best example of a successful venture was the program on *Child Protection and the Law*, a seminar developed jointly with the Ontario Court of Justice and offered to over 100 judges in September 2002.
- Two courses are now set up on mentoring, one on how to develop a mentoring program and the other, on how to be a good mentor. Various courts, particularly at the provincial court level are using these to develop or improve their Court-based mentoring programs.

Make judicial education programs as widely available as possible

- The Institute put greater emphasis on making education available to provincially appointed judges by setting aside extra funding to help with their travel expenses. This resulted in a record high attendance (547) by provincial judges at NJI conferences.
- Continued focus was placed on the delivery of computer-based education with 10 courses and a total of 277 participants. The NJI sees computer-based education as an economical way to offer accessible education to members of the judiciary. Judges from all across the country, both federally and provincially appointed, can take advantage of this type of education without travelling and taking time away from their docket.
- The previous success of offering programs through webcasting led to its use again in spring 2002 with





- La diffusion vidéo de cours sur l'internet ayant bien réussi, on a répété l'expérience au printemps de 2002 avec un autre cours en direct, *La preuve et le juge de première instance*. Le cours s'articulait autour d'une étude de cas, un procès en matière d'agression sexuelle, et précisait une façon séquentielle de déterminer l'admissibilité de la preuve. Trois diffusions en direct sur l'internet, d'environ une heure et demie chacune, constituaient l'essentiel du cours.
- En outre, l'Institut a utilisé la technique du « streaming » (diffusion son et image en temps réel sur le web) pour tenir les *Séminaires de la région de la capitale nationale*. En collaboration avec les cours d'Ottawa et les facultés de droit de l'Université d'Ottawa (droit civil et common law), l'Institut tenait à l'heure du midi des rencontres entre des juges de différentes cours à Ottawa pour discuter de divers sujets. Deux séminaires ont eu lieu en 2002. Le premier, en mai 2002, portait sur la suffisance des motifs, alors que le second traitait de la preuve documentaire. Les deux séminaires ont été enregistrés et peuvent être visionnés par l'entremise du site web de l'Institut (www.nji.ca).
- *Motifs de jugement : ce que le droit exige* était un cours internet d'une durée d'un mois, organisé par le juge Jean Lytwyn de la cour provinciale de la Colombie-Britannique. Ce cours s'est avéré le plus populaire des cours internet jusqu'ici, et s'est mérité des commentaires favorables de ses 40 participants, ce qui laisse entendre que ce type de formation est de plus en plus prisée et efficace.

Fournir des services de conception de programmes et d'organisation aux cours et autres organismes pour la prestation de leurs programmes

- Les experts-conseils, les coordonnateurs de programme et les agents de programme contribuent tous au succès d'une conférence donnée. L'expérience des experts-conseils dans la conception des cours, et la compétence des coordonnateurs et agents de programme dans l'administration des conférences sont des atouts qu'offre l'Institut dans les programmes conjoints ou les programmes auprès des tribunaux. Les experts-conseils travaillent avec les comités de planification des cours pour mettre au point de nouveaux programmes ou pour adapter des programmes existants aux besoins spécifiques de la cour. Les coordonnateurs de programme dirigent l'élaboration du programme et de l'ordre du jour, et collaborent avec les agents de programme pour les questions de logistique et d'intendance.

Court of Queen's Bench of Manitoba Education Seminar: Child Development Custody & Access
3-4 octobre 2002 – Winnipeg, Man.

Supreme Court of Newfoundland and Labrador Education Seminar: Expert Evidence
3-5 octobre 2002 – Corner Brook, T.-N.

Retirement Planning Seminar for British Columbia Judges
9-11 octobre 2002 – Vancouver, C.-B.

Prince Edward Island Education Seminar
10-11 octobre 2002 – St-Peter's Bay, Î.-P.-É.

Colloque de formation de la Cour fédérale du Canada : Les recours collectifs
18 octobre 2002 – Ottawa, Ont.

Update on the Law of Evidence for the Trial Judge
21 octobre - 4 novembre 2002 – Web cast/
Programme en ligne

Retirement Planning Seminar for Atlantic Region Judges
23-25 octobre 2002 – Halifax, N.-É.

Reasons and Reasoning: Braich and Sheppard
28 octobre - 22 novembre 2002 – On-line Program

Conférences de règlement amiable
5-7 novembre 2002 – Montréal, Qc

Superior Court of Justice (Ontario) Fall Education Seminar
6-8 novembre 2002 – Toronto, Ont.

National Capital Regions Seminars: Cross-Cutting Issues, Cross-Country Access: Documentary Evidence
12 novembre 2002 – Ottawa, ON/ Webstream

Judicial Case Conference Seminar
13 novembre 2002 – Vancouver, C.-B.

Colloque sur les procès devant jury en matière pénale
14-15 novembre 2002 – Vancouver, C.-B.

Nova Scotia Education Seminar
20-22 novembre 2002 – Halifax, N.-É.

Provincial Court of British Columbia: Mentoring Skills
20 novembre 2002 – Vancouver, C.-B.

Court of Queen's Bench of Alberta
20 novembre 2002 – Calgary, Alb.

Colloque d'orientation initiale pour les nouveaux juges
25-29 novembre 2002 – Ottawa, Ont.



Retirement Planning Seminar for British Columbia Judges

October 9-11, 2002 – Vancouver, BC

Prince Edward Island Education Seminar

October 10-11, 2002 – St-Peter's Bay, PE

Federal Court of Canada Education Seminar: Class Action Proceedings

October 18, 2002 – Ottawa, ON

Update on the Law of Evidence for the Trial Judge

October 21- November 4, 2002 – Web cast/ On-line Program

Retirement Planning Seminar for Atlantic Region Judges

October 23-25, 2002 – Halifax, NS

Reasons and Reasoning: Braich and Sheppard

October 28- November 22, 2002 – On-line Program

Conférences de règlement amiable

November 5-7, 2002 – Montréal, QC

Superior Court of Justice (Ontario) Fall Education Seminar

November 6-8, 2002 – Toronto, ON

National Capital Regions Seminars: Cross-Cutting Issues, Cross-Country Access: Documentary Evidence

November 12, 2002 – Ottawa, ON / Webstream

Judicial Case Conference Seminar

November 13, 2002 – Vancouver, BC

Criminal Jury Trials Seminar

November 14-15, 2002 – Vancouver, BC

Nova Scotia Education Seminar

November 20-22, 2002 – Halifax, NS

Provincial Court of British Columbia: Mentoring Skills

November 20, 2002 – Vancouver, BC

Court of Queen's Bench of Alberta

November 21-22, 2002 – Calgary, AB

Early Orientation for New Judges Seminar

November 25-29, 2002 – Ottawa, ON

another online course, *Evidence and the Trial Judge*. This course laid out a clear sequence of considerations for evaluating the admissibility of evidence using a sexual assault trial as a case study. Three live webcasts, each approximately 1.5 hours long, made up the core of the course format.

- As well, the Institute made use of “webstreaming” technology to host the *National Capital Region Seminars*. In partnership with the Ottawa Courts and the Faculties of Law at the University of Ottawa (Common and Civil), the NJI hosted noon hour meetings of judges from the range of courts located in Ottawa to discuss topics of interest. Two sessions were held in 2002. The first of these was held in May 2002 and addressed the topic of “sufficiency of reasons” while the other addressed the topic of “documentary evidence.” Both were taped through web streaming and are now available for viewing by judges across Canada through NJI’s web site (www.nji.ca).
- *Reasons for Judgment: What the Law Requires* was a one-month online course organized by Associate Director, Judge Jean Lytwyn, from the Provincial Court of British Columbia. This was the Institute’s most successful online program so far, receiving positive feedback from its 40 participants, and signals that this method of education is becoming increasingly popular and effective.

Provide curriculum design and organizational services to the courts and other agencies in the delivery of their services.

- The Institute’s senior advisors, program managers and program officers all contribute to the success of any individual conference. The senior advisors’ expertise in course design and the program managers and officers’ skill in conference administration are offered to any partnership venture or court-based program. Senior advisors work with Court planning committees in the development of new programming or work to tailor an existing program to meet a Court’s specific needs. Program managers coordinate and manage the agenda and program development process and work together with program officers on the logistical and administration requirements.



Tenir la magistrature canadienne au courant de l'évolution de la loi et du droit

- Alors que la nouvelle *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* était sur le point d'être promulguée, l'Institut a tenu son premier cours de « formation des formateurs » en septembre 2002 pour enseigner aux participants la teneur de la nouvelle Loi et son incidence sur leur travail en salle d'audience. Le colloque a formé soixante juges prêts à partager leurs nouvelles connaissances avec leurs collègues, et produit une quantité de documents, de présentations sur PowerPoint et de vidéos que les participants pourraient utiliser pour former leurs collègues dans leurs cours respectives. Les réactions ont été très positives, et nombre d'organismes juridiques et d'organisations qui travaillent auprès des jeunes ont demandé d'avoir la documentation du cours.
- Les colloques qui attirent le plus de participants sont les conférences nationales qu'offre l'Institut. Les conférences sur le droit de la famille, le droit criminel, le droit civil et les procès criminels devant jury mettent l'accent sur l'évolution juridique, statistique et culturelle de ces domaines du droit.
- Les bulletins électroniques sur le droit de la famille et le droit criminel comptent de plus en plus d'abonnés. Ces bulletins offrent aux juges, par courriel, un résumé de l'évolution jurisprudentielle du droit de fond dans ces deux domaines. Débuté il y a trois ans comme projet pilote, ce service s'avère l'une des initiatives les plus populaires et les plus réussies de l'Institut.

Aider les cours et les organismes, à l'échelle nationale et internationale, dans leurs efforts de formation de la magistrature

- L'Institut a accueilli un grand nombre de visiteurs étrangers encore une fois en 2001-2002. Des délégations du Chili, de Taïwan, de Russie, du Kenya, de la République dominicaine, de Croatie, de Belgique, du Japon et du Maroc sont venues pour en apprendre davantage sur la formation des juges au Canada et le rôle que joue l'Institut dans la conception et la prestation de cette formation.
- Vu l'intérêt manifesté par des groupes internationaux dans l'approche de l'Institut en matière de formation des juges, on a annoncé à l'automne de 2002 la mise sur pied d'un

nouveau groupe chargé de coordonner les visites et projets internationaux. À partir du début de 2003, le Groupe de coopération internationale (GCI) était chargé de diriger et de coordonner les activités de développement international pour l'Institut. Le GCI a pour but d'aider l'Institut à maintenir et relever son rôle comme leader en matière de formation des juges, au Canada et à l'étranger. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est le principal bailleur de fonds de nombre des projets en voie d'être réalisés par le GCI.

- Le *Deuxième Dialogue international sur la génétique et l'environnement* a réuni 125 juges, scientifiques et autres experts de plus de 20 pays dans le cadre d'une conférence fort réussie. Cette conférence s'inscrit dans une série de conférences sur les questions de biotechnologie. Elle portait plus particulièrement sur les outils qu'emploient les tribunaux nationaux et internationaux pour évaluer et comprendre les renseignements biotechnologiques. On y traitait notamment des renseignements scientifiques dont les juges pourraient avoir besoin à l'avenir pour entendre des causes complexes liées à la biologie moléculaire, à la génétique et à la biotechnologie. Le *Einstein Institute for Science, Health and the Courts*, un organisme américain indépendant, a collaboré avec l'Institut pour permettre la réalisation de cette conférence.
- L'Institut a poursuivi ses efforts de l'année antérieure pour établir d'importants partenariats avec d'autres organismes dans le domaine de la formation des juges. L'Institut canadien d'administration de la justice (ICAJ) et l'INM ont pleinement intégré leur formation de nouveaux juges, et l'Association canadienne des juges de cours provinciales collabore pleinement à cette entreprise. L'Institut continue de mettre au point des modules de formation pour les besoins de l'ACJCP.
- À l'automne de 2002, l'INM était partenaire dans un programme pour les juges ayant trait à la sécurité des ordinateurs et de l'internet, la conférence de CanLii intitulée *Internet via le droit* qui s'est déroulée à Montréal. C'est à cet endroit que l'INM et le Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale ont officiellement lancé le Partenariat formation informatisée. Le site web du Partenariat était présenté au lancement (www.cep.njicourses.ca); il sert à renseigner les juges sur la formation informatique qu'offrent le Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale et l'INM.



Keep the Canadian judiciary informed about new legislation and other developments

- With the new *Youth Criminal Justice Act* ready to be enacted, the NJI had its first major “train the trainers” course in September 2002 to teach participants about the new *Act* and how it will affect cases they hear. Sixty judges ready to share their new expertise with colleagues was the outcome of the seminar, along with an impressive package of materials, PowerPoint presentations and videos for each participant to use in a number of Court-based seminars offered across the country on the *Act*. The response from the course has been extremely positive, and has generated numerous requests for the program materials from many legal and youth-oriented organizations.
- The seminars which produce the largest attendance are the Institute’s national programs. The *Family Law*, *Criminal Law*, *Civil Law* and *Criminal Jury Trials* programs devote substantial sections of their programs to updating judges on new legal, statistical and cultural developments.
- The Family and Criminal Law e-letters continue to grow in subscriber numbers. These e-letters provide judges with a regular email summary of recent events in these two areas of substantive law. From its initial pilot three years ago, this service has developed into one of the NJI’s most successful and popular ventures.

Assist other courts and agencies nationally and internationally in their judicial education efforts

- The Institute hosted a number of international visitors once again in 2001-2002. Delegations from Chile, Taiwan, Russia, Kenya, Dominican Republic, Croatia, Belgium, Japan and Morocco came to learn more about more about judicial education in Canada and the role the NJI plays in the design and delivery of that education.
- Recognizing the interest international groups have shown in learning more about the NJI and how it approaches judicial education, plans for a new group to coordinate international visits and projects were announced in the fall of 2002. Beginning in early 2003, the International Cooperation Group (ICG) will manage and coordinate international development

activities for the NJI. The overall purpose of the ICG is to support the NJI in maintaining and enhancing the Institute’s role as a leader in judicial education in Canada and around the world. The Canadian International Development Agency (CIDA) is the primary funding source of many of the ICG’s ongoing projects.

- *The 2nd International Working Conversation on Environmental Genetics Cases and Disputes* brought 125 judges, scientists and other experts together from over 20 countries and was a very effective and well-received program. The program, one in a series of international conferences on biotechnology issues, focused on information tools national courts and international tribunals currently employ to access and translate biotechnology information. It discussed scientific information judges may need in the future to deal with complex cases arising from molecular biology, genetics and biotechnology. The Einstein Institute for Science, Health and the Courts (EINSHAC), an independent American organization, partnered with the NJI to make the course possible.
- The Institute built on last year’s efforts to develop important partnerships with other organizations involved in judicial education. The Canadian Institute for the Administration of Justice (CIAJ) and NJI are now fully integrating their education for new judges’ programs, with the Canadian Association of Provincial Court Judges (CAPCJ) also involved as an important partner in this venture. The Institute continues to develop modules of education that CAPCJ incorporates into its education programming.
- In the fall 2002, NJI was a partner in a program for judges relating to the Internet and computer security at the CanLii *Internet via the Law* conference, held in Montreal. This was the location where the NJI and the Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs officially launched their Computer Education Partnership (CEP). The launch featured the CEP’s new web site (www.cep.njicourses.ca) where judges are able to learn more about the computer skills training offered by the Office of the Commissioner for Federal Judicial Affairs and NJI’s computer-based education.



National Judicial Institute

Financial Statements
November 30, 2002



May 14, 2003

Auditors' Report

To the Board of Governors of National Judicial Institute

We have audited the statement of net assets of **National Judicial Institute** as at November 30, 2002 and the statements of operations and changes in net assets and cash flows for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Institute's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

Except as explained in the following paragraph, we conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

The Institute expenses capital expenditures as they are incurred. Canadian generally accepted principles require that capital assets be capitalized and then amortized over their estimated service life. The information required to calculate the capital asset balance and the accumulated amortization as at November 30, 2002 is not available. As such, we are unable to determine the adjustments necessary to capital assets, accumulated amortization, amortization expense and net assets.

In our opinion, except that capital expenditures are expensed in the year incurred as explained above, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Institute as at November 30, 2002 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles. As required by the *Canada Corporations Act*, we report that, in our opinion, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.



Chartered Accountants

PricewaterhouseCoopers refers to the Canadian firm of PricewaterhouseCoopers LLP and the other member firms of PricewaterhouseCoopers International Limited, each of which is a separate and independent legal entity.

(1)

National Judicial Institute
(Incorporated under the Laws of Canada)
Statement of Net Assets
As at November 30, 2002



	2002 \$	2001 \$
Assets		
Current assets		
Cash and cash equivalents	35,649	383,376
Accounts receivable	1,526,522	1,205,953
Prepaid expenses	182,370	145,943
	<hr/>	<hr/>
	1,744,541	1,735,272
Deferred charges	83,097	—
	<hr/>	<hr/>
	1,827,638	1,735,272
Liabilities		
Current liabilities		
Accounts payable and accrued liabilities	1,359,841	836,213
Deferred revenue	4,689	432,781
	<hr/>	<hr/>
	1,364,530	1,268,994
Net assets	<hr/>	<hr/>
	463,108	466,278

Approved on behalf of the Board of Governors

_____ Chair

_____ Member

(2)



National Judicial Institute

Statement of Operations and Changes in Net Assets

For the year ended November 30, 2002

	2002 \$	2001 \$
Revenue		
Federal and provincial grants (note 3)	485,656	477,162
Canadian Judicial Learning Network	395,000	451,750
Ontario Court of Justice	50,000	50,000
Interest	340	3,949
Other	3,512	13,515
	<u>934,508</u>	<u>996,376</u>
Expenditure		
Committee	20,468	38,314
Evaluation	25,584	–
Furniture and equipment	28,902	66,648
Office	237,437	227,904
Professional and special services	40,132	43,003
Provincial/Territorial court education	58,073	43,703
Salaries and benefits	590,670	581,171
Search committee	–	5,515
Technology conference	–	44,907
Travel	36,756	29,550
	<u>1,038,022</u>	<u>1,080,715</u>
Less: expenditures recovered through courses	82,550	79,750
	<u>955,472</u>	<u>1,000,965</u>
Net expenditure from operations	(20,964)	(4,589)
Net revenue from courses (schedule)	17,966	26,239
Net revenue (expenditure) from social context education (schedule)	(172)	327
Net revenue (expenditure) for the year	(3,170)	21,977
Net assets – Beginning of year	<u>466,278</u>	<u>444,301</u>
Net assets – End of year	<u>463,108</u>	<u>466,278</u>

(3)



National Judicial Institute
Statement of Cash Flows
For the year ended November 30, 2002

	2002 \$	2001 \$
Cash flows from (used in)		
Operating activities		
Net revenue (expenditure) for the year	(3,170)	21,977
Net change in non-cash working capital items	(261,460)	317,007
	(264,630)	338,984
Investing activity		
Deferred charges	(83,097)	-
Net change in cash for the year	(347,727)	338,984
Cash and cash equivalents – Beginning of year	383,376	44,392
Cash and cash equivalents – End of year	35,649	383,376
Net change in non-cash working capital items:		
Accounts receivable	(320,569)	356,971
Prepaid expenses	(36,427)	(100,730)
Accounts payable and accrued liabilities	523,628	(245,727)
Deferred revenue	(428,092)	306,493
	(261,460)	317,007

(4)



National Judicial Institute

Notes to Financial Statements

November 30, 2002

1 Organization

The objectives of the National Judicial Institute are to:

- update continuously the identification of the needs of the Canadian judiciary for education including skills training, professional development and personal growth;
- maintain an inventory of and disseminate to the judiciary, information about programs throughout Canada that are related to judicial education;
- develop and to assist courts and cooperating agencies in the development of programs to meet the needs of the judiciary for judicial education;
- develop and deliver educational programs, in order to make them available to the judiciary as widely as possible;
- provide technical and organizational services to the courts and other agencies in the delivery of their services;
- keep the Canadian judiciary informed about new legislation and other developments of particular interest to the judiciary, and to develop programs to achieve these ends; and
- cooperate with and respond to requests for assistance from courts and agencies in Canada and elsewhere with respect to judicial education projects in other countries.

The Institute is incorporated without share capital, under Part II of the *Canada Corporations Act*, and as a registered charity, is exempt from income taxes under subsection 149(1)(f) of the *Income Tax Act*.

2 Significant accounting policies

Cash equivalents

Included in cash equivalents is a T-bill account held by the Institute.

Revenue recognition

The Institute follows the deferral method of accounting for government grants and contributions. Unrestricted government grants and contributions are recorded as revenue when receipt is reasonably assured. The Institute's accounts receivable consist principally of amounts due from federal and provincial governments. Funds received in the current period that relate to future years are deferred and recorded as revenue in the year to which the funding relates.

Course revenue is recorded as revenue when the courses are held.

(5)



National Judicial Institute

Notes to Financial Statements

November 30, 2002

Deferred charges

Deferred charges consist of expenditures related to the development of new programs and program modules. Amortization is being provided over two years.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period. Actual results could differ from these estimates.

3 Funding conditions

Under the terms of certain funding agreements with the federal government, the Institute is subject to periodic audits by funders to determine whether certain contractual conditions have been met. In the event that such audits indicate non-compliance, some funds received and recorded as revenue may be refundable to the funders. Management is of the opinion that the Institute has not had any material instances of non-compliance with funding agreements.

4 Lease commitments

The future minimum lease payments under operating lease agreements for office space and equipment are as follows:

Year ending November 30,	2003	\$ 150,000
	2004	146,000
	2005	137,000
	2006	93,000

(6)



National Judicial Institute

Schedules

For the year ended November 30, 2002

	2002 \$	2001 \$
Revenue and Expenditure from Social Context Education		
Revenue	227,222	250,000
Expenditure		
Salaries and benefits	175,668	217,702
Meals and refreshments	2,468	1,460
Travel	38,242	26,726
Other	11,016	3,785
	227,394	249,673
Net revenue (expenditure) from social context education	(172)	327
	2002 \$	2001 \$
Revenue and Expenditure from Courses		
Revenue	3,982,918	3,519,364
Expenditure		
Instructors' fees	301,157	292,853
Meals and refreshments	591,733	452,711
Salaries and benefits	872,116	645,583
Translation	343,787	380,181
Travel	1,192,477	1,104,414
Other	663,682	617,383
	3,964,952	3,493,125
Net revenue from courses	17,966	26,239
Days of education	155	135

(7)

NATIONAL JUDICIAL INSTITUTE

161 Laurier Avenue West, Suite 300

Ottawa, Ontario K1P 5J2

Telephone: (613) 237-1118

Fax: (613) 237-6155

Email: nji@judicom.gc.ca



INSTITUT NATIONAL DE LA MAGISTRATURE

161 avenue Laurier ouest, bureau 300

Ottawa (Ontario) K1P 5J2

Téléphone : (613) 237 - 1118

Télécopieur : (613) 237-6155

Courriel: nji@judicom.gc.ca

www.nji.ca